

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 26 SEPTEMBRE 2022 - 52^e ANNÉE - N° 1240 - 4 € -

Élisabeth et *Le Monde*

Certes, le quotidien vespéral autoproclamé de référence n'a pas manqué de révéler l'immense émotion suscitée par la disparition d'Élisabeth II de par le monde. Le site internet du magazine *Time* révélait même, le jour des obsèques de la reine, que celles-ci étaient suivies par plus de 4 milliards de personnes à travers la planète. Il s'est efforcé aussi durant une semaine de donner la parole aux uns et autres sur ce que représente encore la monarchie pour le Royaume-Uni et le Commonwealth. Cela faisait contraste avec le déferlement de haine dont notre quotidien du soir a gratifié Boris Johnson tout au long de ses trois ans au 10, Downing Street. Il s'est même laissé aller à quelques manifestations de sympathie envers le nouveau roi. Sans doute un vieux fond de sentimentalisme.

Mais il n'a jamais cessé de rappeler la perte de puissance du Royaume-Uni, annonçant avec toutes les réserves d'usage, la fin du Royaume, la fin du Commonwealth et le passage prochain au statut de République de la majeure partie des quinze États reconnaissant le monarque anglais comme leur chef. Sans oublier les frasques de tel ou tel membre de la famille royale, le rejet par une partie des couches populaires de ces parasites et quelques accents *wokistes* sans lesquels on ne peut se dire progressiste. Pourtant, comme le souligne Alain Frachon (1) : sur la manière de survivre brillamment à la fin d'un Empire, la dame de Buckingham Palace savait des choses que l'homme du Kremlin ignore toujours. On ne peut mieux dire.



(1). *Le Monde* du 16 septembre 2022.



WIKIMEDIA COMMONS PHOTO : DAN MARCH.

Le règne de Charles III

Les premiers jours du règne permettent d'anticiper ce qu'il ne sera pas, et de repérer ce qui pourrait l'empêcher d'être ce qu'il doit être.

Inutile de chercher dans les actions passées du prince Charles ce qui pourrait déterminer la conduite du roi Charles III. Son travail n'est pas de défendre des idées mais de régler l'ordonnement des pouvoirs. Apolitique, il n'a pas à s'aligner

sur l'un ou l'autre parti, selon la majorité du moment. L'opposition quelle qu'elle soit est l'opposition DE Sa Majesté et non l'opposition À Sa majesté. Liz Truss est menacée par l'opposition travailliste aux prochaines élections. Le roi, non.

La charge n'en est pas moins lourde. Charles III devra recentrer la Famille sur la ligne de succession, affronter l'*Establishment* et accompagner le royaume dans une nouvelle période de son histoire. **L'article de Dominique Decherf en page 14.**

Avec Shakespeare

Tout homme d'État digne de ce nom devrait méditer régulièrement les tragédies de Shakespeare.

Dans un ouvrage magistral, Daniel Sibony analyse les « questions d'amour et de pouvoir » qui se posent de la même manière à toutes les époques et dans tous les pays. Différences et oppositions entre les institutions, personnalités et types de conflits sont transcendées par des exigences universelles. Il faut une autorité souveraine, un

tiers médiateur qui se légitime dans l'exercice de sa fonction. Il faut que le pouvoir symbolique puisse se transmettre selon la loi. Et le peuple, pour se constituer et se reconnaître, exige que ce pouvoir soit incarné. Au risque, nous dit Shakespeare, des pathologies de la puissance et de l'impuissance. **L'article de Bertrand Renouvin en page 12.**

Dans ce numéro :

Page 2 : La revanche du social.

Page 3 : L'affaire Quatennens.

Page 4 : Un hiver électriquement tendu.

Page 5 : Sauvons nos éleveurs.

Page 7 : L'impensé syrien.

Page 10 : Faut-il se convertir à la voiture électrique ?

Page 11 : Pierre Nora.

Page 16 : Éditorial : Sacrifier les sacrifiés.

La nécessaire revanche du social

En déclarant qu'il ne voulait pas être la gauche des allocations, mais celle du travail, Fabien Roussel a relancé un indispensable débat. Il est urgent de marginaliser les idéologues du « sociétal » qui nient la lutte des classes et – ce qui n'est pas moins nécessaire – de poser la question de la souveraineté.

Courant septembre, la polémique sur la valeur travail a agité la scène médiatique. Alors que le secrétaire national du Parti communiste se prononçait tout simplement pour le plein-emploi, Sandrine Rousseau se faisait une fois de plus remarquer en dénonçant le travail comme une valeur de droite au nom du « droit à la paresse ».

Les sottises de la cheftaine verte sont l'ultime aboutissement des discours utopiques des années 1968-1975, qui se déroulaient dans une société préservée du chômage de masse par des choix politiques d'inspiration dirigiste. On aurait tort de relancer les controverses entre les thèses marxistes et celles de Paul Lafargue, auteur en 1880 du célèbre manifeste en faveur du *Droit à la paresse*. En France et partout ailleurs, le mouvement ouvrier a toujours défendu le travail et les travailleurs. « Ouvriers et paysans, nous sommes Le grand parti des travailleurs. La terre n'appartient qu'aux hommes, L'oisif ira loger ailleurs », proclame un couplet oublié de *L'Internationale*. Et c'est bien une Confédération générale du travail qui est créée en 1895.

Sandrine Rousseau n'est donc qu'une idéologue petite-bourgeoise, héritière des dérives et des reniements de la gauche depuis le tournant de la rigueur de 1983. Comme l'expliquait Frédéric Farah dans notre précédent numéro, la politique de désinflation compétitive s'est traduite par les bas salaires et le chômage, donc par une aggravation de la pauvreté.

Le traitement social du chômage s'est accompagné d'un développement spectaculaire de l'action caritative. Les dirigeants socialistes saluent avec émotion le lancement spectaculaire des Restos du cœur en 1985 – sans comprendre que l'initiative de Coluche souligne cruellement les conséquences insupportables du



Fabien Roussel. Sa défense de « la gauche du travail » lui vaut de solides inimitiés au sein de la gauche « sociétale ».

REFERENCE : WIKIPEDIA PHOTO : NAKARAZN

trop fameux tournant de 1983. Notons que, l'année du lancement, 8,5 millions de repas sont servis par 5 000 bénévoles ; 103 millions de repas sont distribués en 2009-2010 et 130 millions en 2016-2017 grâce à 72 000 bénévoles. Les Restos du cœur, le Secours catholique, le Secours populaire et les autres organisations caritatives forment aujourd'hui en France une administration bénévole de la misère qui semble devenue tout à fait naturelle alors qu'elle confirme année après année l'échec des gouvernements néolibéraux.

Au début du siècle, Lionel Jospin et des conseillers ont froidement théorisé l'abandon des principes du socialisme français par la gauche. Pour

eux, il était impossible de lutter contre la logique du marché mondialisé et tout assaut frontal contre le capitalisme français était exclu. La révolution sociale étant impossible, il fallait relancer la lutte révolutionnaire dans le domaine des mœurs – d'où la loi sur le Pacs – et maintenir une infirmerie sociale pour atténuer la violence économique.

De fait, les gouvernements de gauche et de droite ont installé de très nombreux dispositifs d'aide sociale : Revenu minimum d'insertion (RMI) en 1988, Revenu minimum d'activité (RMA) en 2003, Revenu de solidarité active (RSA) en 2009 et de nombreuses allocations (logement, parent isolé...) accompagnées

de « chèques » pour la rentrée, pour l'essence, etc.

La droite et l'extrême droite dénoncent régulièrement l'assistanat et préconisent la répression des abus – qui ne sont pas niables – et une partie de la gauche s'indigne des attaques portées contre l'aide sociale. Il faut dépasser cette polémique par le rappel des situations de fait, des principes et des contraintes abusives.

L'état de fait, c'est que la droite et la gauche oligarchiques soignent les exclus d'un système qui fonctionne grâce à l'exclusion et versent des compléments de salaires aux travailleurs pauvres pour éviter leur révolte.

Le principe a été proclamé par le Préambule de la

Sur le mur de Jean Chouan

AU MOINS LA SANDRINE, IL FAUT LUI RECONNAÎTRE ÇA : LA LOGIQUE DE SES POSITIONS EST SANS FAUILLE



ELLE REVENDIQUE LE DROIT À LA PARESSE. BON, C'EST SYMPA ! DU COUP, ON SE DIT QUE C'EST UNE BONNE OCCASION POUR SE FAIRE UN PETIT BARBECUE ENTRE AMIS PARESEUX



SEULEMENT COMME ON N'A PAS DE TRAVAIL, ON NE PEUT PAS S'ACHETER LA VIANDE ET LES INGRÉDIENTS POUR LE FAIRE.



ÇA TOMBE BIEN, PUISQUE SI ON EN FAIT UN ON EST UN GROS BEAUF MACHISTE ! DONC IL VAUT MIEUX RESTER SEUL À JEÛNER AU LIT. IMPARABLE !



Constitution d'octobre 1946 : « Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi ». Ce devoir et ce droit ne prennent sens que dans une situation de plein-emploi, qui doit être l'un des objectifs de la politique économique. Il est donc urgent de dénoncer la Banque centrale européenne, qui cherche actuellement à casser l'inflation par la hausse des taux d'intérêt, qui freinent l'activité et poussent les entreprises à supprimer des emplois.

Les contraintes concernent la prétendue « monnaie européenne », qui impose la déflation salariale et qui, par voie de conséquence, pousse l'État à distribuer des compléments de salaire et des aides sociales.

Immergée dans l'infra-culture woke, toute une partie de la gauche nie la dure réalité de la lutte des classes et l'impérieuse nécessité d'une politique de souveraineté monétaire, commerciale, industrielle, alimentaire, financière. Fabien Roussel a eu raison de lancer le débat sur le travail et il est urgent que le Parti communiste, trop longtemps absorbé par les débats sociétaux, s'engage pleinement dans la lutte sociale. Encore faudrait-il qu'il renonce à sa fausse conception de l'internationalisme, qui l'empêche de participer à la lutte contre Bruxelles et Francfort. ■

YVES LANDÉVENEC

Boomerang et cocotier

Alors que de très noirs nuages géopolitiques, économiques, sociaux, énergétiques et environnementaux s'accumulent à l'horizon, la guerre fait rage au sein du Cartel des gauches.

Dans le conflit qui oppose les femmes et les hommes de gauche au sein de la Nupes, la députée écologiste Sandrine Rousseau vient d'ajouter la « déconstruction » politico-masculine à son arsenal, immédiatement rejointe par son homologue et rivale de LFI, Clémentine Autain, dans une stratégie très footballistique de « marquage à la culotte » qui prend, là, une certaine saveur...

S'appuyant sur l'affaire Quatennens née des démêlés conjugaux de l'élus Insoumis – et surtout de la fuite d'une main-courante sûrement pas fortuite de la part de policiers régulièrement et sans le moindre discernement pris verbalement pour cible par des élus de LFI –, nos Laurel et Hardy de la misandrie ont suscité une tribune signée par 600 femmes dans laquelle on peut lire que, « face à une solidarité masculine qui protège les agresseurs pullulant dans nos sphères politiques, nous appelons à une relève féministe ».

Pourtant, le député LFI de la première circonscription du



Adrien Quatennens. Arroseur arrosé ?

Nord a toujours fait preuve d'un zèle remarquable pour hurler avec les louves à la moindre accusation de victime, réelle ou prétendue, de harcèlement ou de violence en exigeant la révocation ou la démission immédiate des personnes mises en cause ! En plus de l'ingratitude, il découvre douloureusement l'effet boomerang et les dégâts que cela peut provoquer. Il vérifie le fondement (!) du vieil adage « Qui veut monter au cocotier doit avoir les fesses propres »...

Si l'ensemble des élus cessaient, à cette occasion, de nous assener leurs leçons de morale et de grands principes à propos de tout et de rien, et se mettaient à faire de la vraie

politique, nous ne nous en porterions que mieux.

D'ailleurs, ne nous y trompons pas : Adrien Quatennens n'est que la première bande d'une partie de billard politique dont l'objectif est Jean-Luc Mélenchon, le *Lider Máximo* déclinant des Insoumis, dont le jeune élu était le dauphin pressenti. Mais, ne voulant pas en rester là, Sandrine Rousseau a ouvert un deuxième front avec Julien Bayou, secrétaire national des écologistes et autre figure de la Nupes, qui a eu « des comportements qui sont de nature à briser la santé morale des femmes », notamment avec son ex-compagne. Il paraît qu'à gauche les féministes militantes s'inquiètent de ce mouvement qui ne vise pas seulement les ennemis politiques identifiés mais aussi la gauche, et substitue à une lutte des classes de moins en moins revendiquée une lutte des genres imposée grâce aux médias et aux réseaux sociaux.

Ces tempêtes dans un verre d'eau, qui constituent actuellement le seul débat politique, témoignent de la disparition d'une véritable dialectique politique féconde, qui a elle-même pour origine l'abandon de notre souveraineté nationale dont le rétablissement doit rester une priorité absolue. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

La politique au crible

■ **Tous royalistes ?** – Il y a dans chaque républicain un monarchiste qui s'ignore. On vient encore de le voir avec les réactions de notre classe politique à la disparition de la reine Élisabeth. Pour Nicolas Sarkozy, la reine « a su tout au long de son règne accompagner les évolutions de la société britannique tout en maintenant la tradition politique dont elle était l'héritière. Cette permanence a offert à la plus vieille démocratie du monde la garantie de sa pérennité et de son identité ». Jack Lang rend également hommage à « cette reine courage et exigeante qui s'imposait en modèle pour des millions de personnes. Désormais, elle devient un mythe universel ». Plus imprévues, les réactions d'une Sandrine Rousseau qui, « sans être monarchiste », salue « le talent et le sens politique » de la reine,

ou d'un Fabien Roussel qui assure que, « de son engagement lors de la Seconde Guerre mondiale aux derniers moments, de Churchill au Brexit..., elle a tenu son rang ». Voilà de quoi conforter l'analyse de la philosophe Chantal Del-sol qui, dans une belle tribune au *Figaro*, résume d'une phrase le sentiment général : « Les Britanniques ont réussi ce prodige de créer la démocratie la plus accomplie au monde, sans pour autant la défaire des attributs monarchiques dont un peuple a besoin ».

■ **L'heure de la retraite.** – Le mauvais coup préparé par l'Élysée sur la réforme des retraites – on parle d'un passage en force dès octobre lors de l'examen du projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale – provoque une émotion légitime, et pas seulement sur les bancs de la gauche institutionnelle. Au sein des organisations syndicales, la CFDT,

FO, comme la CGT s'inquiètent d'une manœuvre qui pourrait mener le pays à une confrontation sociale majeure. Même discours (ou presque) et même alarme du côté du patronat. Le débat fait rage, y compris au sein de la majorité, où le Modem agite la menace d'un vote négatif, et où une partie des élus de Renaissance plaide pour que ce débat soit reporté.

■ **De si bons copains.** – Au RN, le débat s'échauffe entre Louis Aliot et Jordan Bardella, qui briguent tous deux la présidence du parti. Les deux candidats ont pourtant reconnu qu'ils partageaient la même ligne. Alors, guerre en dentelle ? Pas sûr. Une victoire de Bardella traduirait incontestablement l'arrivée d'une nouvelle génération de militants, même si on ne sortirait pas trop de la tribu Le Pen, puisque sa compagne, Nolwenn Olivier, est la nièce de Marine Le Pen et la petite-fille de Jean-Marie Le Pen.

■ Renaissance ou enterrement ?

– Loupé au sein de la LREM qui devient Renaissance. Alors que 27 000 adhérents étaient appelés à voter pour le changement de nom du parti et ses nouveaux statuts, 55 % d'entre eux ont préféré aller à la pêche. Il est vrai que l'arrivée, à la tête de la formation, de Stéphane Séjourné, fidèle courroie de transmission de Macron et, comme porte-parole, d'un obscur journaliste de CNews n'avait pas de quoi enthousiasmer les foules !

■ **Effet kangourou.** – Un an après le coup de théâtre de l'alliance Aukus, Canberra a fini par comprendre que les chantiers américains sont incapables de lui fournir les sous-marins nucléaires promis. Le partenaire français redevient crédible. Il est encore trop tôt pour que nos ingénieurs et ouvriers de Naval Group se réjouissent, mais les discussions semblent aller bon train.

HUBERT DE MARANS.

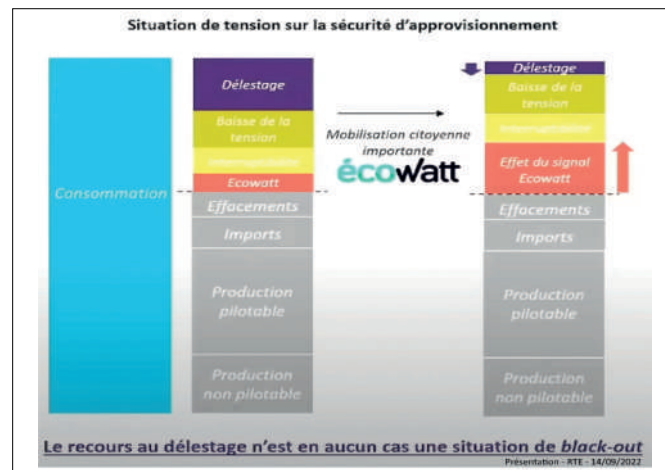
Un hiver électriquement tendu...

RTE (Réseau de transport d'électricité, filiale d'EDF) vient de rendre publiques les perspectives du système de production électrique pour l'hiver 2022-23. L'avenir ne s'annonce pas très radieux (1) mais devrait être supportable.

Le gestionnaire du réseau électrique est revenu, le 14 septembre, lors d'une conférence de presse de près de deux heures, sur les risques électriques et économiques encourus par notre système au cours des mois d'hiver, ainsi que sur le rôle du marché européen de l'électricité. L'événement s'est déroulé en trois temps: une présentation générale suivie d'une approche technique et économique, et s'est terminée sur la traditionnelle séance de questions.

Le premier point à retenir réside dans le ton employé par les trois intervenants qui se sont voulus rassurants. Les chiffres révélés indiquent, en effet, que, si elles devaient être déclenchées, les mesures les plus impactantes pour les Français resteraient limitées dans le temps. En outre, le scénario le plus probable pour RTE est le retour assez rapide d'une part des tranches nucléaires actuellement hors service. Une conclusion qu'il convient cependant de nuancer: le même RTE prévoit une production maximale de 50 gigawatts (GW), loin des 60 de la décennie passée.

La filiale d'EDF rappelle subtilement que nous payons une combinaison de facteurs propres aux choix politiques effectués par les gouverne-



ments successifs d'Emmanuel Macron: confirmation de la fermeture de Fessenheim nous privant de presque 2 GW, injonctions adressées à EDF de surseoir à l'entretien des centrales pendant la pandémie et, bien évidemment, les contre-sanctions russes. À ces facteurs politiques s'ajoutent des facteurs climatique et technique: les faibles précipitations qui alimentent insuffisamment le parc hydroélectrique, et la découverte de microfissures, plus communément nommées corrosion sous contrainte, sur le circuit d'eau des réacteurs de dernières générations, qui se révèlent être les plus puissants.

Aussi, pour faire face à l'augmentation de la consom-

mation hivernale, RTE a prévu plusieurs leviers pour empêcher un black-out. Ils sont au nombre de six: deux propres à une utilisation courante du réseau et quatre qui sont des moyens de sauvegarde dont l'un d'eux repose uniquement sur les Français (particuliers et professionnels). Ce moyen nommé Ecowatt (2) consiste à tenir informés les consommateurs de l'état général du réseau et à leur demander de réduire leur consommation au cas où les moyens conventionnels ne suffiraient pas à maintenir la tension.

Si on peut s'étonner de cet outil et de son rôle dans la régulation de la consommation, son existence est pourtant la

démonstration parfaite de l'état lamentable de notre système électrique. RTE l'esquisse, dans sa partie, sur l'ubuesque fonctionnement du marché européen de l'électricité imposé par l'Union européenne, qui conduit à la fin des monopoles publics comme EDF et à une explosion des factures d'électricité pour les Français. En effet, entre l'imposition à EDF de l'Arenh (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique) qui est un mécanisme de vente à perte d'une part de l'électricité d'origine nucléaire à ses concurrents, et un système de prix du mégawatt/heure s'alignant sur le prix du dernier moyen allumé en UE (les centrales à gaz), on se retrouve avec des prix d'achat franchissant les 1 000 € en août dernier contre 85 € en août 2021.

Pour conclure, on peut pointer trois problèmes: une absence de vision de l'avenir du parc de production d'électricité, une vision court-termiste des crises (pandémie, guerre en Ukraine) et une législation européenne visant à détruire l'un de nos derniers fleurons industriels. ■

GUILLAUME VILLERS.

(1). Cf. Fr. Gerlotto, *Royaliste* n° 1239 du 12 septembre 2022.

(2). <https://www.monecowatt.fr>

La quinzaine sociale

■ **Négociation nationale interprofessionnelle.** – Olivier Dus-sot vient d'appeler les organisations syndicales et patronales à ouvrir une négociation nationale interprofessionnelle sur le partage de la valeur au sein des entreprises. Dans le courrier qu'il leur a adressé le 22 septembre, le ministre du Travail leur indique que le gouvernement « souhaite aller plus loin » que les dispositifs de participation et d'intéressement existant depuis plus de 50 ans, et que la loi d'août dernier sur le pouvoir d'achat. Pour le locataire de la rue de Grenelle, la négociation « visera tout d'abord à généraliser le déclenchement de dispositifs de partage de la valeur sous réserve que les entreprises puissent en

supporter la charge financière », une « attention particulière » devant, en outre, être accordée aux entreprises de moins de 50 salariés qui bénéficient aujourd'hui d'un régime dérogatoire. Le gouvernement envisage d'inscrire le résultat de la négociation dans le projet de loi de finances 2023. Il met les partenaires sociaux le dos au mur en leur demandant un retour pour le 1^{er} novembre: le temps du social et le temps du politique n'étant pas incompatibles, il n'est pas sûr que cela leur plaise. La balle est désormais dans leur camp.

■ **Négociations annuelles obligatoires.** – Chez Carrefour, les négociations annuelles obligatoires (NAO) se sont achevées, le 15 septembre, sur un constat d'échec: le groupe refuse d'aller au-delà d'une augmentation de

2 % des salaires, la mesure entrant en vigueur à compter du 1^{er} novembre. « Inacceptable » pour la CGT, qui a appelé les salariés à se « mettre en grève jusqu'au 29 septembre ». Depuis le 16, plusieurs entrepôts qui approvisionnent les grandes surfaces de la marque ont été bloqués. « Nettement sous l'inflation », a déploré FO, syndicat majoritaire, qui de son côté a appelé à la mobilisation les 23 et 24 septembre. La direction a engagé des référés contre les blocages et les a gagnés. La CGT menace de filtrer l'accès aux parkings des magasins. Le conflit ne fait que commencer. En juillet dernier, Alexandre Bompard, le PDG de Carrefour annonçait une augmentation de 13,2 % de ses ventes depuis le début de l'année. Et le gouvernement de parler de « partage de la valeur »!

■ **Grande démission.** – Près d'une collectivité locale sur deux (49,2 %) rencontrerait des difficultés de recrutement. C'est ce que révèle le baromètre HoRHi-zons 2022 publié le 21 septembre par plusieurs associations d'élus locaux. 48 % des besoins visent à remplacer des départs volontaires (retraites ou démissions). Les métiers de l'aide à domicile, les aides-soignants, les ouvriers de maintenance des bâtiments figurent parmi les postes les plus en tension. Une situation qui s'explique par la concurrence du privé, qui offre des salaires supérieurs et de meilleures conditions de travail. Pour y remédier, les associations d'élus réfléchissent à la manière d'améliorer les déroulements de carrière, les conditions de logement et la couverture santé complémentaire. N. P.

Une urgence : sauver l'élevage français

D'étranges polémiques ont surgi à la fin de l'été. La viande serait devenue un problème majeur pour l'humanité. L'élevage bovin creuserait notre tombe. Les vaches françaises participeraient activement au réchauffement climatique. Le steak serait le symptôme effarant d'un machisme criminel. Il est grand temps de revenir au réel !

En stigmatisant les éleveurs français, certains représentants politiques de notre pays, notamment chez les Verts mais également dans l'entourage de Jean-Luc Mélenchon, se comportent en incendiaires irresponsables. Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel en a fait les frais pour avoir défendu les steaks français et l'art ancestral du barbecue.

Devoir accompli. Il y a quelques semaines, l'auteur de ces lignes passait justement quelques jours chez des amis éleveurs dans le Cotentin. Leur trésor : un joli troupeau de quelques dizaines de bêtes de races normande et jersiaise qu'il faut mener au pré le matin, au long des « chasses », ces sentes bocagères inchangées depuis l'époque de Jules Barbey d'Aureville. Un troupeau qu'il faut traire, chaque soir, de retour à la ferme. Le travail est harassant, la paperasse pénible, le rapport modeste, le prix du lait dérisoire. Agrandir son exploitation est devenu compliqué (notamment en raison de certaines opacités dans le fonctionnement des Safer), trouver du foin en pleine sécheresse très complexe dans certaines régions. Mais il demeure malgré tout la joie paisible et quotidienne du devoir accompli.

Voilà qui peut être qualifié de véritable sacerdoce quand je le compare avec d'autres amis, tout aussi sincères et passionnés, monarchistes de surcroît, pratiquant l'élevage intensif au Brésil sur plusieurs dizaines de milliers d'hectares. Alors que nous refusons, à juste titre, que les fermes dites « de 1 000 vaches » dénaturent, en France, cette noble profession, on apprend qu'en Espagne certains travaillent à la création d'élevages de plusieurs dizaines de milliers d'animaux ! Fragiliser l'élevage français, c'est se condamner à importer de l'autre bout de l'Europe, ou du monde, de la viande à bas prix, gavée d'hormones, ne respectant nullement les normes que nous nous imposons au travers des exigences édictées par l'Union européenne. À ce titre, les récents accords de libre-échange entre l'UE et la Nouvelle-Zélande sont problématiques. Certains donneurs de leçons écologistes sont pourtant les premiers à cautionner la dérégulation des échanges économiques, qui condamne à terme notre souveraineté alimentaire tout en participant à la destruction abusive et dangereuse de notre environnement.

Il faudrait aussi pointer du doigt le rôle de la grande distribution, chargée de nourrir les masses. La complaisance des pouvoirs publics à son égard, qui partait du postulat d'une alimentation à moindre coût



Élevage français. Troupeau de limousines sur le plateau de Millevaches.

Le travail est harassant, la paperasse pénible, le rapport modeste, le prix du lait dérisoire.

pour augmenter le pouvoir d'achat, a créé un déséquilibre structurel qui pénalise les producteurs français soumis aux marges cumulées de l'industrie agroalimentaire et des chaînes d'hypermarchés. On y ajoutera, sur le plan de la viande, les accords de filières, négociés dans les années 1990 pour sauver notre élevage après la crise de la vache folle. Sur le long terme, ces accords ont en fait bénéficié à la grande distribution et n'ont jamais été remis en cause même si le danger sanitaire s'est éloigné depuis longtemps. Une grande peur milénariste, conséquence de dérives alimentaires animales réelles mais limitées, aura ajouté un fardeau durable sur le dos des éleveurs qui n'avaient pas besoin de cela.

Le problème des retraites. Sur le plan social, les éleveurs, comme les autres agriculteurs, ne sont pas gâtés. Créée en 1930, la Mutualité sociale agricole (MSA) refuse d'intégrer en 1945 le régime général de la Sécurité sociale, arguant des spécificités du métier et de sa capacité à gérer son propre régime. Elle s'inscrit alors dans une agriculture très intégrée au plan mutualiste avec des organisations phares comme la FNSEA au plan syndical, le Crédit agricole au plan bancaire, Groupama pour les assurances... Mais, si on comptait encore 10 millions d'exploitants agricoles en France en 1945, il en reste à peine 400 000 aujourd'hui ! Si les revenus moyens des exploitants ont augmenté, le nombre de cotisants, lui, s'est effondré. Cela explique la faiblesse actuelle des

retraites agricoles, notamment pour les conjoints des exploitants. Et ce, malgré les revalorisations récentes des montants versés. Depuis l'an dernier, le minimum retraite des chefs d'exploitation agricole est de 1 046 euros net pour une carrière complète. Rappelons que les salariés agricoles cotisent, pour leur part, au régime de base de la MSA, mais qu'ils bénéficient également du régime complémentaire des salariés du privé, l'AGIRC-ARRCO.

Le rôle du consommateur. La démographie agricole devrait continuer à baisser en France sous un double effet : l'arrivée à la retraite de nombreux exploitants et le déficit d'installation des jeunes. Le phénomène de concentration des terres qui en résulte, s'il augmente les revenus des exploitants, comme on l'a dit, permet aux plus aisés de se constituer des revenus complémentaires (épargne retraite, immobilier...). La retraite des conjoints exerçant une autre profession devient aussi un moyen de compléter les pensions les plus basses. Mais le système des retraites agricoles restera structurellement déséquilibré dans les années à venir.

La survie de nos éleveurs est essentielle pour notre avenir. Elle est indispensable à notre qualité de vie. Le rôle du consommateur devrait être ici central. Il faut certainement repenser nos habitudes de consommation, mais il est plus que jamais nécessaire de privilégier la qualité et la proximité, l'éducation et la compréhension. Sinon, demain, nos enfants ne verront plus de vaches dans les prés. Ils se contenteront d'admirer des friches d'éoliennes. ■

JÉRÔME BESNARD.

Suède : une élection ambiguë

Les législatives du 11 septembre en Suède, gagnées par la droite, témoignent de la complexité du jeu partisan à venir, à l'image de la société suédoise.

Il a fallu attendre le mercredi 14 septembre pour connaître définitivement le choix exprimé par la majorité des Suédois lors des élections du dimanche 11, tant les scores étaient serrés. Finalement, la coalition de droite et d'extrême droite l'a emporté avec 176 sièges contre 173 en faveur de la coalition de gauche emmenée par le Premier ministre sortant Magdalena Anderson. Dès jeudi, elle a remis au président du Riksdag (le Parlement suédois) la démission de son gouvernement. Au-delà de ce score étié, trois faits méritent d'être mis en lumière. La participation électorale a été forte. 84 % des électeurs inscrits ont accompli leur devoir, très loin devant le taux de participation français aux élections de juin dernier. Si la gauche régresse, le parti social-démocrate au pouvoir progresse avec 30,4 % des voix et 107 sièges à l'assemblée législative, 7 de plus qu'en 2018, grâce à la popularité du chef du gouvernement. Le parti de gauche et celui du centre, 24 sièges chacun, et



Ulf Kristersson. Le leader de la droite modérée suédoise devrait former le nouveau gouvernement avec l'appui de l'extrême droite.

WIKIPEDIA PHOTO : EPP

les Verts 18, sont des forces secondaires. Par ailleurs, si la victoire de la droite ne fait pas de doute, elle est surtout due à une nouvelle progression de l'extrême droite (les Démocrates de Suède) : 3 points de plus qu'aux élections de 2018 où ils étaient déjà arrivés à 17,5%. Leurs 20,54 % leur donne 73 sièges, deuxième groupe politique au Parlement.

Pour la droite suédoise, cette victoire pourrait être une victoire à la Pyrrhus. En effet, Ulf Kristersson, leader des libéraux, s'est dit prêt à assurer la direction d'un gouvernement de droite avec le soutien des D.S. au Parlement. Or, ceux-ci voudraient faire partie du gouvernement malgré leurs divergences programmatiques avec

la droite modérée. De leur côté, nombre d'électeurs des partis modérés se sont tournés vers le parti social démocrate par refus de toute alliance avec l'extrême droite. La tentation pourrait donc être forte d'une alliance droite gauche qui marginaliserait l'extrême droite tout en lui laissant le rôle de pivot de l'opposition à venir.

Mais une telle solution serait aussi un piège pour les sociaux-démocrates qui reviendraient au pouvoir uniquement du fait de la faiblesse de leurs adversaires.

L'État-providence, confronté à la question de l'intégration des 2 millions de personnes nées à l'étranger (sur une population de 10,3 millions) et de leurs descendants, doit être

examiné à nouveaux frais. On pourrait donc se trouver dans une situation assez proche de celle de l'Italie, avec le même souci de respectabilité et de « défascisation » de la droite extrême afin de rassurer l'opinion et de pouvoir gouverner. Mais pour quel but ?

Cette progression de l'extrême droite s'inscrit dans un processus qui touche toute l'Europe du Nord et qui témoigne en partie de l'essoufflement « du modèle nordique ». Le tout dans un contexte international tendu, avec l'adhésion à venir du pays à l'Otan. Un gouvernement minoritaire de droite reste cependant probable si les oppositions ne marchent pas de conserve. ■

MARC SÉVRIEN..

Les faits majeurs

■ **Brésil.** – La campagne électorale s'intensifie au Brésil, à quelques jours du premier tour de la présidentielle (2 octobre). L'ancien président Lula caracole toujours en tête des sondages avec 45 % d'intentions de vote contre 33 % pour le chef de l'État en exercice, Jair Bolsonaro. Ce dernier, qui avait déclaré en 2021 que « seul Dieu pourrait le retirer de la présidence », a modéré ses propos en assurant qu'il quitterait la politique en cas de défaite.

■ **Japon.** – Programmées le 27 septembre, les funérailles nationales de l'ancien Premier ministre Shinzo Abe, assassiné le 8 juillet lors d'un meeting, soulèvent l'indignation. 56 % des Japonais s'opposent à ce privilège dispendieux et exceptionnel pour un homme politique controversé. Protéiforme (pétition, manifestations, recours en justice...), la contestation a atteint un point critique le 21 septembre avec l'immolation d'un homme par le feu.

■ **Qatar.** – Et si le grand événement international de l'année qu'est la Coupe du monde football tournait au fiasco pour le petit émirat ? La compétition doit se dérouler du 20 novembre au 18 décembre, mais les appels au boycott se multiplient. En cause (notamment !), la mort de 6500 ouvriers sur les chantiers et l'aberration écologique des stades climatisés en plein désert. L'image de marque du Qatar pourrait en être durablement ternie.

CAZIMIR MAZET.

Voix étrangères

■ **Le cousin d'Amérique.** – Au milieu des hommages universels, la presse anglaise conservatrice s'est étranglée à la lecture de quelques articles publiés par le *New York Times*. Sous le concert de louanges venant de la part de l'allié privilégié d'outre-Atlantique avec lequel elle maintient l'illusion de « relations spéciales », elle a vite fait de repérer le vieux réflexe antianglais et antimonarchiste de la guerre d'indépendance.

Élisabeth II devrait-elle encore souffrir du souvenir de George III ? Comme les protestataires du *Tea Party* à Boston en 1776, le *New York Times* se serait attardé un peu trop complaisamment sur le coût de la monarchie des Windsor pour le contribuable britannique.

L'article qui est néanmoins resté en travers de la gorge des quotidiens comme le *Daily Telegraph* est celui daté du jour même du décès de la souveraine, le 8 septembre, sous le titre « pleurer la reine, pas son empire ». Il était inévitable que l'idéologie woke s'emparât du sujet et énumérât les massacres dont le règne d'Élisabeth aurait été le théâtre comme la répression des Mau Mau au Kenya qui avait coïncidé avec son accession au trône en 1952 alors qu'elle s'y trouvait en safari. Professeur d'histoire à l'université de Harvard, Maya Jasanoff s'étonne que l'une des plus prestigieuses décorations britanniques soit toujours appelée « ordre de l'Empire britannique » (O.B.E.) et, bien sûr, que le monarque anglais continue à régner sur d'anciennes colonies, les plus nombreuses – ce qui ne saurait durer – dans les confettis dites Indes orientales

(*West Indies*). Elle souhaite que Charles III achève l'œuvre de décolonisation.

Les Américains ont toujours eu quelque mal à respecter les « grandeurs d'établissement » (Pascal). Oligarchie mais basée sur le capital, l'Amérique réprovoque les hiérarchies fondées sur la naissance, les honneurs, les « loyalistes », nom que portaient leurs adversaires à eux républicains. L'antiracisme a relancé les critiques auxquelles la présentatrice noire américaine à succès Oprah Winfrey a donné un retentissement hors de propos en recevant le couple Harry-Meghan. La diversité de la Maison royale laisserait à désirer. Celle du gouvernement en revanche n'a jamais été aussi forte : indien, pakistanais, ghanéen, jamaïcain, kurde irakien, origines des plus importants ministres du Cabinet de Liz Truss.

Y. L. M.

La « normalisation » est désormais en cours. La Russie, bien occupée ailleurs, a besoin d'une Syrie stabilisée. Washington fait le service minimum, laissant Israël en chien de garde face aux Iraniens. Le président Bachar el-Assad n'a en principe plus guère de souci à se faire.

L'impensé syrien

PAR YVES LA MARCK

La Syrie devait réintégrer son siège à la Ligue arabe lors du sommet d'Alger le 1^{er} novembre. Elle a décidé de surseoir pour ne pas gêner le « consensus arabe ». Celui-ci est en bonne voie. L'Arabie saoudite a validé l'envoi d'un ambassadeur du Bahreïn en éclaireur. Le dernier récalcitrant, le Qatar, vient de recevoir pour la première fois depuis longtemps le président égyptien, avocat du rétablissement des relations avec Damas.

L'idée, en réintégrant la Syrie dans la famille sunnite, serait de faire pièce à la dépendance de Damas vis-à-vis de Téhéran, d'exercer un pouvoir modérateur à l'égard des deux forces les plus menaçantes pour la stabilité de la région : Israël et la Turquie, et de remplacer les deux Grands en repli, Moscou et Washington. Le « consensus arabe » peut-il y réussir ?

État des lieux. Cela passe par le renforcement du régime de Damas : au sud, à la frontière jordanienne, proche du Golan, le djebel druze (Deraa, Soueida). C'est de là qu'était parti le mouvement en 2011. Les Russes ont retiré leurs garde-frontières tchétchènes, remplacés par la 4^e division de l'armée syrienne sous commandement du frère cadet de Bachar, Maher el-Assad, appuyée par des éléments d'Al-Qods pilotés par les Gardiens de la révolution iranienne. À l'est, les dernières forces américaines (900 hommes) gardent la frontière avec l'Irak et nettoient les dernières poches de Daech. Cela suppose le démantèlement des camps de réfugiés et de prisonniers djihadistes tenus par les Kurdes, dont le plus important, Al-Hol, à 10 km de la frontière, contient 55 000 habitants dont une moitié issue d'Irak et 8 500 étrangers de 57 nationalités (parmi lesquels une centaine de Français), mis en demeure de rentrer chez eux par le général commandant la zone du Moyen-Orient (Centcom) après une opération de police menée début septembre de conserve avec les Forces démocratiques syriennes (FDS en majorité kurdes). Au nord, sur la frontière turque, Erdogan, dissuadé par Poutine d'intervenir militairement, brandit la menace migratoire et pousse un million de réfugiés (sur un total de trois) à se réinstaller dans une bande tampon avec la Turquie. La menace conforte l'alliance objective entre factions kurdes et le régime de Damas.

L'enclave d'Idlib, au nord-ouest, sous protection de l'armée turque, tend à se comparer à la Bande de Gaza, 2,5 millions d'habitants pris au piège, dont une moitié de réfugiés des zones reconquises par



Le camp de réfugiés de Za'atari en Jordanie. Il accueille plus de 100 000 réfugiés syriens.

l'armée syrienne au sud et dans la Ghouta, près de Damas, sous contrôle d'un équivalent du Hamas, le HTS (Hayat Tahrir al-Sham), ex-front Al-Nostra, satellite d'Al Qaïda. Impasse assumée pour longtemps, sans possibilité d'exil ni de retour.

Ce besoin de stabilité au centre du Croissant fertile produit des effets contrastés aux périphéries.

Équilibres sous-régionaux. Le maintien du *statu quo* est la priorité des parties prenantes. Depuis l'élimination du général iranien Qassem Soleymani, le 3 janvier 2020 à l'aéroport de Bagdad, la présence de Téhéran au Liban, en Syrie et en Irak a subi un revers, dont elle ne s'est pas relevée, sur le plan de l'orchestration globale. Elle est plus vulnérable aux frappes israéliennes sur les aéroports, les convois, les arsenaux. Damas joue la politique de l'autruche. Téhéran protège ses marges de négociation dans l'accord nucléaire.

Ce besoin de stabilité au centre du Croissant fertile produit des effets contrastés aux périphéries : Liban et Irak. Au Liban, il frise avec immobilisme sur l'ensemble de l'échiquier. Or le mandat du président Aoun expire le 31 octobre. Il ne peut pas se représenter. Des élections présidentielles sont supposées avoir lieu dans les

prochaines semaines.

L'Irak est sensible au recul de l'influence de Téhéran manifesté lors des élections législatives d'octobre 2021. Fort de son succès dans les urnes, le dirigeant chiite nationaliste Moktada al-Sadr a la volonté de rompre l'équilibre gouvernemental et sous-régional qui a prévalu depuis la fin de la guerre américaine, mais se heurte aux milices pro-iraniennes (Hashd Al-Chaabi ou Unités de Mobilisation populaire), en partie intégrées dans l'armée nationale. Sa poussée contribue à raviver les divisions intra-kurdes au Kurdistan autonome, où des heurts ont éclaté le 6 août dans la capitale Erbil, qui avait le plus bénéficié du *statu quo* (sa population aujourd'hui d'un million d'habitants a quadruplé en 25 ans). Les élections régionales prévues en octobre ont été repoussées. Le Kurdistan irakien repose sur un équilibre entre les deux principales factions, qui coïncident avec les deux provinces, l'une, plus proche de l'Irak, l'UPK des Talabani (d'où est issu le président national de l'État à Bagdad), l'autre, indépendantiste, le PDK des Barzani (qui assure la présidence de l'entité autonome).

Bref, tout le monde semble attendre, sans savoir quoi. Emmanuel Macron est nostalgique de la conférence de Bagdad du 29 août 2021 où, d'accord avec le président irakien, le Kurde Barham Saleh, il s'était assis autour de la table, seul non-Oriental, aux côtés des États arabes, sauf la Syrie, de la Turquie et d'un représentant iranien. La collaboration franco-irakienne était alors au plus haut, ce qui consolait du fiasco syrien (scellé sous ses deux prédécesseurs) et du pitoyable échec libanais. Le président compte sur une réédition de la conférence dans les prochains mois sous présidence jordanienne.

Serait-ce une façon de revenir par la bande dans la question syrienne ? Six États-membres de l'Union européenne ont repris leurs relations diplomatiques avec Damas (Grèce, Chypre, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, République tchèque). L'Union elle-même anticipe la « reconstruction » de la Syrie, dont les estimations atteindraient les 400 milliards. Damas évidemment dispose de tous les moyens juridiques pour verrouiller le processus et s'ériger en interlocuteur incontournable (avec à la clé de fructueuses commissions lors des passations de marché). La France sera pour longtemps absente – « trente ans » selon un ancien ambassadeur, qui est aussi le temps que prendrait la reconstruction. ■



Conférence des Ambassadeurs. Lors de cette conférence annuelle, le chef de l'État précise les grandes lignes de sa politique étrangère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES PHOTO : JONATHAN SARAGO

Une nouvelle grammaire internationale

La diplomatie française est sommée de « *changer de boussole* » pour s'adapter aux nouveaux rapports de force qui seraient dominés par « *le fer et le sang* » d'une sorte de nouveau Bismarck et de ses émules. Au-delà d'une affaire de moyens, la remise en cause concernerait les finalités mêmes de la politique étrangère.

S'il est un mot-clé qui est revenu au long des deux heures de discours du président Macron aux Ambassadeurs le 1^{er} septembre, c'est celui de « *grammaire* » au sens de la « *grammaire des civilisations* » que Fernand Braudel avait signée pour rénover en 1963 l'enseignement de l'histoire dans les classes terminales. La « *grammaire* », au sens des règles qui gouvernent une discipline, ici l'action diplomatique, doit aussi se rénover. Il faut comprendre que ce sont les règles d'expression, qui concernent les formes par lesquelles les États communiquent entre eux, autour d'un langage commun. Une grammaire internationale devrait donc garantir la fluidité de la traduction, qui est au cœur de l'art de la diplomatie.

Changer de boussole (1). Le terme de « *boussole* », utilisé dans le document stratégique adopté par le Conseil européen en mars dernier, ne cesse d'intriguer : toute boussole, quelle qu'elle soit, indiquera toujours le nord. Dans l'esprit des auteurs de la formule, il s'agirait plutôt de refuser l'équidistance entre est et ouest, pour se rapprocher d'un camp ou d'un bloc plutôt que d'un autre. On ne semble pas s'être interrogé sur le point de savoir

comment Bruxelles, qui pense et parle plutôt en anglais et en allemand, avait choisi de reprendre le terme de *boussole*. Dans les deux langues, le terme de *compass* ou *Kompass* désigne à la fois la boussole et ce qu'en français, en termes nautiques, on appelle le compas, l'instrument qui permet de faire le point en mer relativement à la surface de la terre. Cette autre définition semble mieux convenir à un service diplomatique européen qui navigue à vue.

Leçons de grammaire. Pour bien communiquer à l'international, il faut maîtriser les subtilités grammaticales et lexicales de sa propre langue et de celles des autres. On pourrait multiplier les exemples de malentendus historiques, à commencer par la fameuse résolution 242 sur les territoires palestiniens occupés par Israël en 1967 : en anglais, l'absence de l'article défini *the* supposait que l'ONU ne demandait pas le retrait intégral alors qu'en français le retrait *des* territoires était interprété comme la totalité de ceux-ci. On pourrait étendre le propos aux divers accords de genre et de nombre variables selon les langues : ainsi, la catégorie germanique du neutre (*Das*), ou l'usage anglais du pluriel pour un singulier (*you*), sont-ils étrangers à la gram-

maire française. Emmanuel Macron en a fourni une illustration dans son discours en déclinant l'équilibre désormais au pluriel : il n'y aurait plus selon lui un équilibre du monde mais des équilibres avec s, a-t-il pris soin de préciser. Sans doute le président pense-t-il déjà à sa candidature à l'Académie française suivant les pas de Valéry Giscard d'Estaing.

Les illusions du rayonnement (2). L'on en vient ensuite aux formes verbales. L'Élysée et le Quai d'Orsay paraissent différer sur l'usage des termes de rayonnement et d'influence. Macron, descendant du Roi Soleil et locataire de Versailles, dit sa préférence pour le premier terme, pourtant qualifié d'« *illusions* » par Frédéric Charillon qui critique sur ce point un document élaboré en décembre 2021 par la direction de la Communication du Quai d'Orsay, auquel il reproche d'introduire une confusion regrettable entre, en vérité, une forme passive et la forme active de l'influence qui suppose un acte de volonté. La France rayonne-t-elle encore suffisamment par sa culture, son histoire ? Le document de 74 pages intitulé *Feuille de route de l'influence* portait en couverture le Louvre d'Abu Dhabi : tout un programme ! En

dépôt de dix « *lignes de force* » et de six « *priorités stratégiques* », le plan d'action ainsi détaillé est décevant. Il traduit un épuisement des idées et une absence de choix, comme si les J.O., le féminisme, la laïcité, le forum de la paix, tenaient lieu de politique, ou comme si l'influence était, comme le titre la première partie du rapport, « *l'autre nom de la puissance* ».

Les faux synonymes (soft power). L'ancien ministre Le Drian qui préface le texte expliquait (dans son discours à la conférence des Ambassadeurs de 2019) qu'« *il n'y a plus de soft power. Il n'y a plus que du hard power* ». Il voulait dire que le *soft power*, mal traduit par influence, était devenu un instrument du *hard power*. Mais on en reste ainsi toujours au niveau des moyens. Tout le monde sera d'accord qu'il faut renforcer ceux-ci à la hauteur des « *guerres d'influence* » que se livrent, au-delà de toutes les frontières, des « *puissances* » qui, selon l'usage diplomatique du mot, ne se limitent pas aux États mais incluent des entités infra- et supra-étatiques.

La difficulté survient quand il faut définir des priorités, des objectifs, des finalités. Ainsi, dans le domaine de la défense, on déterminera le choix des armements en fonction des options stratégiques, non l'inverse. De même en diplomatie. Le rapport précité et le président attachent une large place à l'aide publique au développement à travers l'Agence française de développement (AFD), mais le pilotage politique de celle-ci hésite sur les points d'affectation, qu'ils soient techniques ou géographiques, conduisant à un saupoudrage apolitique. Le choix des alliances ou des partenariats ou coalitions laisse à désirer, comme on l'a vu pour l'Australie, sans parler de la relation avec la Turquie, et de notre positionnement dans l'Otan. Ne parler que de « *grammaire* », y compris au sens de Braudel, est un net recul par rapport au terme souvent employé par le passé de « *philosophie* ». On parlait jadis d'une philosophie de l'aide et non d'une grammaire. Ne serait-ce pas l'indice que, des classes terminales, de la classe de philo, on soit ramené à l'apprentissage des fondamentaux, à l'école primaire (appelées « *grammar schools* » en Angleterre) ?

Le *soft power* n'est pas dépassé par le retour du *hard*, du « *fer et le sang* », avec la guerre en Ukraine. Le président Zelensky en fournit la preuve quotidienne par sa maîtrise du verbe.

Concordance des temps. La globalisation relativise mais exacerbe d'un même mouvement les cultures particulières. Pour le monde arabo-musulman, Gilles Kepel n'avait pas eu de mots assez durs pour dénoncer « *le consensus de l'inculture entre la haute administration et quelques maîtres aliborons* » : « *la France a chèrement payé son incapacité à communiquer en arabe, et la politique à courte vue fai-*



La « feuille de route » sur l'influence présentée en décembre 2021 par le Quai d'Orsay.

sant vertu de l'ignorance de cet idiome dans la certitude qu'il fallait tenir éloignés les arabisants de toute contribution aux politiques publiques sur pareil sujet ». Il avait pointé l'absence de traduction arabe du terme *islamisme* confondu avec l'adjectif *islamique* (3).

La difficulté survient quand il faut définir des priorités, des objectifs, des finalités.

Pour l'Afrique, Emmanuel Macron est revenu dans son discours sur la confirmation de la mission du politologue camerounais, enseignant en Afrique du Sud, Achille Mbembe, pour piloter après le « *sommet* » de Montpellier une « *fondation pour l'innovation et la démocratie* » et ouvrir à Paris une « *Maison des mondes africains* ». On sait les limites d'un tel exercice de façade, qui repose sur des diasporas déconnectées du réel. Heureux temps où la relation franco-africaine était pensée par un agrégé de grammaire, le président sénégalais Léopold Sedar Senghor.

Changer d'atmosphère (3). Dans les deux cas, qu'on pourrait étendre aux autres continents, il conviendrait d'avoir recours à une autre notion réactualisée par Gilles Kepel quand il parle de « *jihadisme d'atmosphère* ». Le terme est plus communément employé dans la sphère anglophone. Chez nous, il évoque trop la fameuse réplique du film *Hôtel du Nord*. Or, le changement d'atmosphère appartenait à l'actualité de l'époque : sorti en décembre 1938 en pleine invasion de la Tchécoslovaquie. Remis au goût du jour par le changement climatique, il pourrait revenir en boomerang sur la politique in-

ternationale qui n'est pas moins un « *écosystème* ». La France particulièrement est en butte à un changement d'atmosphère à la fois dans le monde musulman et dans le monde africain. Doit-on y voir l'effet des guerres d'influence où tout le mal viendrait des entreprises de désinformation russe ou chinoise ? Ou, comme le montre Kepel, l'atmosphère obéirait-elle plutôt à des facteurs quasi météorologiques, à un temps variable, devant lesquels les États sont démunis ?

Trois nuances d'influence. C'est le mérite de Frédéric Charillon d'avoir posé le diagnostic. Sa faiblesse est d'opérer une classification des acteurs d'influence en catégories qui correspondent en gros au « *bon, la brute et le truand* », « *trois nuances d'influence* » : « *le modèle démocratique libéral américain* », « *le modèle impérial* » et ce qu'il appelle « *le modèle golfique* ». Le premier est défini par son attraction positive, le second par un pouvoir de nuisance, le troisième, plus évanescant, dans ce qu'il appelle « *la croyance* », essentiellement les pays du Golfe, mais s'y rattacherait également les autres pouvoirs de nature religieuse, à commencer par le Saint-Siège, en restant ambigu sur le cas d'Israël.

L'auteur appelle à un sursaut de l'Europe trop souvent décrite comme « *végétarienne dans un monde de carnivores* », formule de Sigmar Gabriel, ex-ministre social-démocrate allemand des Affaires étrangères. Mais pour tenir quel discours original sans adhérer à l'une quelconque des trois nuances précédemment dépeintes ? Une énième nuance de gris ? Faut-il tenir le discours de ses moyens ou se donner les moyens de son discours ?

Abandonnant la grammaire, si l'on revient à la philosophie, les trois catégories se référeraient plutôt : pour la première à Kant – dans une acception plus européenne qu'américaine –, la seconde à Machiavel (auquel Poutine est souvent comparé), la troisième à saint Augustin (*La Cité de Dieu*). L'idéal serait dans une forme de combinaison des trois : Kant pour le monde des idées, Machiavel pour la stratégie, Augustin pour la temporalité. Il est important de respecter la distinction des ordres et ne pas tout mélanger ou de tout exclure sous prétexte d'avoir « *une grammaire simple et cohérente* » selon les propos d'Emmanuel Macron. ■

DOMINIQUE DECHERF.

(1). Michel Duclos, ancien ambassadeur, conseiller spécial de l'Institut Montaigne, *Valeurs actuelles* (hors-série), juillet 2022 : « Sommes-nous encore une grande puissance ? » ; *Le Monde*, 22 août 2022 : « L'agression russe oblige la France à reconstruire sa politique étrangère ».

(2). Frédéric Charillon, *Guerres d'influences. Les États à la conquête des esprits*, Odile Jacob, 2022.

(3). Gilles Kepel, *Le prophète et la pandémie. Du Moyen-Orient au jihadisme d'atmosphère*, Gallimard, 2021.

Faut-il se convertir à la voiture électrique ?

Voiture électrique. Aussi écologique qu'on le dit ?



WIKIPEDIA. PHOTO: KIRIL BORISENKO

L'ancien, et resté médiatique, délégué à la Sécurité routière Christian Gerondeau nous donne un livre indispensable et porteur de sens, mais polémique... L'auteur est, en effet, convaincu que le rôle de l'homme sur le climat est insignifiant.

« Il y a aujourd'hui 3 200 milliards de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère terrestre, et les émissions des pays développés ne les accroissent que de 5 milliards par an ». Vu comme ça, en effet, l'argument paraît convaincant, mais pour l'écologue, il ne fait aucun doute que Christian Gerondeau se trompe en voulant raisonner en termes de masses, alors qu'il étudie un phénomène dynamique. Car si l'on s'intéresse à la dynamique de ce CO₂, les perspectives sont tout à fait différentes. Le bilan « naturel » des usages est nul :

environ 120 gigatonnes (GT) de carbone sont absorbées par la biosphère chaque année pour la photosynthèse, et autant sont restituées à l'atmosphère par la respiration. Puis l'humanité ajoute du CO₂, de façon certes modeste eu égard aux « stocks » : entre 10 et 30 GT suivant les bases de données. Mais ce CO₂ n'est pas inclus dans les grands flux naturels, et fait passer sa concentration de 380 à 410 parties par million (ppm). Et cette augmentation fait toute la différence. Nous ne pouvons pas suivre le polytechnicien dans son climatoscepticisme.

En revanche, ses analyses sur les transports sont plus pertinentes. Dans aucun domaine, en effet, la voiture électrique ne soutient la comparaison avec les moteurs thermiques : coût, pollution, autonomie, coût du carburant, poids... Elle requiert pour ses batteries un cycle polluant, de l'extraction des terres rares nécessaires à leur production, jusqu'à leur recyclage. Quant à la voiture à hydrogène : « produire de l'électricité en passant par l'hydrogène "vert", implique des rendements désastreux, car l'on retrouve à la fin moins de 30 % de l'électricité d'origine ».

Pourtant, la première conclusion qui s'impose, contre l'avis de l'auteur, puisque le CO₂ anthropique est responsable du réchauffement, c'est que la réduction de ces émissions doit être une priorité absolue, « quoi qu'il en coûte ». Et la première étape nécessaire consiste bien à passer à la voiture sans combustible fossile.

La meilleure option à terme reste sans doute l'hydrogène, même si le « rendement » en est désastreux, une fois résolus les problèmes de son stockage et de son transport : « simple » question d'ingénierie. Il faut d'ailleurs relativiser l'idée de rendement en ce qui concerne l'hydrogène. L'énergie éo-

lienue et solaire, par nature intermittente, est perdue si elle n'est pas utilisée immédiatement. La filière hydrogène est une façon de conserver au moins une part de cette électricité inutilisée : la dépenser pour fabriquer de l'hydrogène n'est donc pas absurde.

Mais la vraie question ne concerne-t-elle pas la place de la voiture dans la société ? « L'automobile assure 90 % des déplacements motorisés des personnes, et les camions 99 % des dépenses de transports (...). La distance moyenne des trajets quotidiens en voiture est de 10 km, de 3 pour le vélo et moins de 1 pour la marche à pied. »

Toute transformation de ce mode de vie, pour nécessaire qu'elle soit, prendra beaucoup de temps, car elle concerne l'ensemble du fonctionnement d'une société comme la nôtre, dans toutes ses composantes : travail, logement, politique d'urbanisation, transports, écoles, services, approvisionnement, commerce de proximité, santé, vie sociale, absolument tout ! Une véritable révolution. ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

► **Christian Gerondeau, *La Voiture électrique et autres folies : la religion écologiste*, L'Artilleur, 2022.**

Dans les revues



■ **Dynastie n° 2.** – L'historien Philippe Delorme, qu'on a vu sur tous les écrans ces derniers jours pour commenter les obsèques de la reine Élisabeth, a consacré le n° 2 de sa revue *Dynastie* à Charles et Zita d'Autriche. Ce qui lui donne l'occasion d'une remarquable réflexion, en éditorial, sur

sainteté et politique qui « ont rarement fait bon ménage » dans l'Histoire. Charles I^{er} avait tout ce qu'il fallait pour devenir une heureuse exception, mais trop de forces contraires l'ont empêché de sauver une monarchie très ancienne mais non conforme au modèle de l'État-nation... Le nouveau roi d'Angleterre, également prénommé Charles, n'a-t-il pas, pour une part, le même problème, tant le Royaume-Uni l'est de moins en moins et tant le Commonwealth apparaît fragile ? Des questions qui seront immanquablement abordées dans de prochain numéro de cette belle revue trimestrielle de 112 pages richement illustrées.

Mais dans ce n° 2, la partie la plus intéressante est peut-être l'interview accordée par Siméon II de Bulgarie, autre souverain aux qualités exceptionnelles, tant en ce qui concerne l'intelligence et la culture que la profonde honnêteté. Son trône, renversé par le buldo-

zer communiste en 1946, a semblé pouvoir être rétabli lors de la chute du mur de Berlin. En 2001 en effet, le parti qu'il avait fondé remporta largement les élections et Siméon devint Premier ministre. Il explique à Philippe Delorme pourquoi et comment il accepta cette mission et comment l'exemple du roi du Cambodge Sihanouk ou de son oncle Otto de Habsbourg, député européen, l'avait inspiré.

Ce fut une désillusion, pour les électeurs bulgares, dont Philippe Delorme dit qu'ils avaient pris le roi pour « le Père Noël qui allait rétablir la prospérité comme par magie », et pour le roi qui commente : « C'est exactement ça, d'où leur grande déception, parce que les choses ne se passent pas ainsi. Et puis, après cinquante ans de communisme, certains se sont habitués à l'idée que l'État doit tout prévoir et faire ; d'autres sont trop impatients de faire changer les choses... »

Aujourd'hui âgé de 85 ans, l'ancien souverain conserve un rôle symbolique non négligeable : « Je garde de bonnes relations avec nos institutions et personnalités politiques. Les diplomates tiennent à me rencontrer, mais aussi des hommes d'affaires étrangers. [...] Je peux servir de pont entre l'ancien régime et le présent. À mon âge, on ne peut plus m'accuser d'avoir des ambitions ! »

C'est surtout la mort de son fils aîné, Kardam, en 2015, qui a doué l'invincible optimisme du roi. C'était son prince héritier. Désormais il travaille à faire reconnaître pour son petit-fils, le prince Boris, né en 1977, un statut officiel comparable à celui que le roi Michel de Roumanie avait imaginé et obtenu pour sa fille : « gardien de la Couronne ».

RÉGINE JUDICIS.

► **Dynastie, n° 2, Charles et Zita, un amour impérial.**

DR



Par Gérard Leclerc

Les trente glorieuses de Pierre Nora

Pour les gens de ma génération, qui ont eu quelque goût pour les idées, l'histoire et ce qu'on appelle les sciences humaines, le dernier ouvrage de Pierre Nora constitue un véritable bonheur. Ils y trouvent, en effet, l'évocation des grands débats des décennies passées, mais présentés de la façon la plus vivante, ne serait-ce qu'au travers de portraits vécus, d'anecdotes significatives nous restituant la richesse de toute une époque. Ayant, pour ma part, rencontré quelques-unes des figures de proue, familières du bureau du directeur des collections les plus prestigieuses de Gallimard, je les ai redécouvertes sous un autre angle, ne serait-ce qu'au gré ou au feu des controverses, des disputes et des réconciliations. Tous ces personnages n'étaient pas forcément ces êtres attachés à une œuvre dans un effort désintéressé : ils vibraient, menaçaient et d'ailleurs évoluaient en avançant en âge.

Foucault et Gauchet. Ainsi, la première rencontre de Pierre Nora avec le jeune Michel Foucault nous offre une image singulière de celui qui deviendra le penseur star de son temps : *« Foucault avait alors l'air d'un petit-bourgeois de province, coiffé d'un chapeau noir de notaire à bord étroit, avec des boutons de manchettes, un air à la fois mobile et traqué, le sourire carnassier sur la dent en or du côté. »* Mais déjà perçait sous cette apparence une personnalité étonnante, à force de vitalité, d'intelligence et de séduction. Incontestablement, l'auteur de *Les mots et des choses* est un de ceux qui ont le plus impressionné son éditeur, qui ne peut se retenir pourtant d'une très sérieuse réserve, car le séparait de lui *« quelque chose que je n'arrive pas à appeler autrement que son indifférence à la vérité. »* Grave accusation à l'égard de celui dont tout le travail consistait à débusquer le vrai derrière les faux-semblants. Mais voilà : *« cette extraordinaire subtilité d'intelligence commençait à donner l'impression qu'il n'était tant obsédé par la recherche du "dire vrai" que pour aboutir par une perversité inhérente, au "dire faux". Une fissure s'introduisait dans ma fascination pour lui. »*

Mais n'y avait-il pas derrière cette prestigieuse effervescence intellectuelle ce scepticisme foncier, bien mis en évidence par ce proche de Foucault qu'est Paul Veyne ? D'ailleurs, l'intéressé n'a-t-il pas tout avoué dans une seule formule : *« La vie a abouti avec l'homme à un vivant qui est voué à errer et à se tromper. »* L'antithèse parfaite de ce sceptique, Pierre Nora l'a trouvée dans la personne la plus intelligente qu'il ait rencontrée, pouvant être comparée à Foucault : Marcel Gauchet ! *« Mais tandis que Foucault éblouissait par son art de prestidigitateur, Gauchet séduisait par sa manière d'aller droit au fond des choses, de poser dru des questions et de chercher la réponse vraie. Foucault était un acrobate de haute volée, Marcel donnait l'impression d'un laboureur qui enfonce fermement le soc de la charrue. »*

Mais Pierre Nora avait déjà signalé comment Marcel Gauchet, en collaboration avec Gladys Swain avait implicitement réfuté Foucault sur la thématique du grand renfermement, sans que l'auteur de *L'histoire de la folie* réponde jamais à cette critique de fond (*La pratique de l'esprit humain*, coll. Tel, Gallimard). C'est dire l'interlocuteur sérieux qui devait devenir le principal collaborateur du directeur de la revue *Le Débat*, entreprise qui devait durer quarante ans.

Mais une telle entreprise n'aurait pu avoir lieu si elle n'avait été précédée par une véritable explosion de la discipline historique *« où le rapport au passé s'est silencieusement transformé ; où l'histoire, ébranlée dans ses certitudes traditionnelles, n'a*

cessé de s'interroger sur elle-même ; où les historiens sont sortis de leurs archives et de leurs bibliothèques pour jouer un rôle public et occuper les médias ; où l'histoire a pu régner sur les disciplines voisines et les historiens sur l'esprit du temps ». Pierre Nora peut d'autant plus témoigner de cet essor qu'il en a été le principal agent, comme éditeur avec son sens du discernement et sa capacité à accompagner la recherche sur l'histoire du présent : *« Les grands bouleversements du siècle, les guerres nationales et coloniales, l'accroissement du rôle de l'État et des politiques publiques, l'urbanisation accélérée et les changements de statut social des individus, l'intensification des relations internationales, toutes ces mutations suscitaient une pression, une demande sociale, une interrogation sur le pourquoi et le comment des choses qui appelaient des réponses. »*

La fin d'un âge d'or. Il faut aussi se rappeler que la magnifique éclosion historique à laquelle s'attachent des noms prestigieux comme Jacques Le Goff, Emmanuel Le Roy Ladurie, Philippe Ariès, François Furet, Mona Ozouf, Pierre Chaunu, pour les citer dans le désordre, a représenté pour la réputation de notre pays une renommée internationale étonnante. Lorsqu'on se souvient que *Montaillou, village occitan* s'est vendu en 1975, à 130 000 exemplaires, il y a de quoi rêver ! Rêver, parce que malheureusement il s'agit d'une période à laquelle nous avons tourné le dos. Pierre Nora parle de la fin d'un âge d'or, qu'il situe au lendemain de la guerre du Golfe en 1991 et à la suite des grands mouvements sociaux de 1995. (1) Il ne sera plus question des tirages de Foucault et de Le Roy Ladurie, et même des essais de sciences humaines qui étaient de l'ordre de 3 000 à 4 000 exemplaires. Il faut compter autour du millier, désormais. Hier nos historiens trônaient dans les colloques à l'étranger, ils sont réduits aujourd'hui aux strapontins.

Pierre Nora explique ce phénomène par la désaffection du public étudiant qui ne lit plus que sur ordinateur le chapitre qu'il doit analyser, ainsi qu'à la disparition de tout un public cultivé, celui qui soignait ses bibliothèques. Mais plus fondamentalement, c'est la culture elle-même qui s'est retrouvée en crise : *« On ne dira jamais assez quel ferment ont représenté, pour toutes les formes de créativité intellectuelles et scientifiques ces disciplines apparemment inutiles que sont la littérature, l'histoire, le latin, le grec. »* Cela peut paraître paradoxal, alors que l'on était en pleine croissance des universités. Mais l'enseignement supérieur s'est enfermé dans la spécialisation à outrance. Le monde politique n'a pas échappé non plus à la coupure avec le monde des idées.

Voilà qui explique que l'aventure de la revue *Le Débat* commencée sous les plus heureux auspices, à l'heure de l'effondrement du totalitarisme et des idéologies révolutionnaires, se soit achevée à l'heure de révisions déchirantes : *« Nous avons vécu la sortie de l'âge de la révolution, tragiquement simplificateur, pour entrer dans le monde de la complexité généralisée. »* Un autre cycle se termine. Celui qui commence commande une relève de génération. Mais on peut savoir gré à Pierre Nora et à ses amis, d'avoir éclairé et enrichi un moment de civilisation. ■

(1). On peut signaler la réédition de l'ouvrage de Paul Yonnet *Voyage au centre du malaise français* aux éditions de l'Artilleur, avec une préface de Marcel Gauchet et une postface d'Éric Conan. Pierre Nora signale l'importance de cet essai, dont l'auteur, trop tôt disparu, a contribué au renouvellement de la sociologie.

► Pierre Nora, *Une étrange obstination*, NRF-Gallimard, 2022.

Penser le politique avec Shakespeare

Tout homme d'État digne de ce nom – et tout militant politique qui aspire à le devenir – devrait méditer régulièrement les tragédies de Shakespeare, sans jamais perdre de vue la lecture qu'en donne Daniel Sibony dans un ouvrage magistral.

Plonger dans les six cents pages de ce *Shakespeare* puis, dans les moments de pause, regarder les funérailles de la reine d'Angleterre... L'expérience était saisissante car les tragédies écrites sous le règne de la première Élisabeth évoquent ce qui est effectivement vécu de l'autre côté de la Manche : la souveraineté, la transmission, l'autocélébration du peuple par la médiation de la reine morte et du nouveau roi avec, en arrière-plan, la rivalité des frères, l'un devenu prince héritier, l'autre étant privé de toute charge.

Cette année, dans le vieux royaume, les cérémonies se sont admirablement déroulées, dans un faste que soulignait le plébiscite quotidien d'un peuple à la fois malheureux et heureux d'éprouver la force des liens qui l'unissent à la Couronne. Mais nos voisins ont aussi appris à l'école, en étudiant le grand Will et leur histoire millénaire, que les choses peuvent très mal se passer au cœur du pouvoir. Guerres civiles et religieuses, complots, assassinats, folie du roi... rien ne leur a été épargné, si bien qu'ils pourraient dire, comme Macbeth, qu'il y a là « un récit plein de bruit et de fureur, qu'un idiot raconte, et qui n'a pas de sens ».

On aurait tort, cependant, d'attribuer à Shakespeare les opinions et jugements de ses personnages. Le cours chaotique de l'Histoire n'abolit jamais les « questions d'amour et du pouvoir » qui sont explicitées par Daniel Sibony. Je ne peux évoquer ici les comédies, étudiées dans la première partie du livre, mais les jeux d'amour ne sont jamais étrangers à l'exercice du pouvoir ou, nous en savons quelque chose, aux prétentions qu'il suscite. Les tragédies, quant à elles, nous donnent à réfléchir sur tout ce que les Français ont aujourd'hui tant de mal à débrouiller : la symbolique politique, la vérité du discours, la légitimité du pouvoir, les pathologies de la puissance et de l'impuissance dans le gouvernement...

Avec *Jules César*, Shakespeare nous fait voir qu'à toutes les époques et dans tous les pays, la place de la souveraineté est essentielle pour assurer l'existence du peuple. Les modalités institutionnelles et les processus de légitimation – par les dieux, par les Grands, par le peuple – supposent qu'il y ait un lieu symbolique et que ce lieu soit occupé par quelqu'un. Le politique met en jeu des principes et des corps. On peut changer les institutions et remplacer les personnes, mais il faut que la souveraineté trouve son incarnation.



William Shakespeare (1564-1616). Chromolithographie éditée à Barcelone en 1877.

On peut changer les institutions et remplacer les personnes, mais il faut que la souveraineté trouve son incarnation.

La souveraineté, explique Daniel Sibony, « est le noyau d'un investissement collectif, le foyer incandescent d'une valeur désirée ; elle symbolise l'amour qu'un collectif a pour lui-même, à travers les êtres fragiles et tenaces mis à cette place ».

La transmission du pouvoir. Quoi qu'il arrive, il faut qu'il y ait quelqu'un. C'est ce que ne comprend pas Brutus. Les conjurés qui se rassemblent par une nuit d'orage ont de bonnes raisons d'assassiner César. Le dictateur, qui a ses fragilités, pourrait tourner en tyran et il faut écarter ce risque. Brutus a pour lui les grands principes et les beaux sentiments : il aime Rome plus que tout et c'est la Liberté qu'il veut donner au peuple. Il s'aime surtout dans la posture du patriote exemplaire, celle de l'Ami du peuple romain. Mais après avoir poignardé César, il laisse le peuple en plan.

C'est que le peuple peut accepter, à la rigueur, qu'on change la personne du souverain, mais il n'est pas versatile contrairement à ce qu'on raconte. Daniel Sibony dit bien que « le peuple ne croit pas tant que ça au chef ». Au-delà de toute préférence, il exige qu'il y ait transmission du pouvoir de l'un au pouvoir de l'autre parce qu'il faut que le lien entre tous soit maintenu. Or Brutus, qui aime tant le peuple romain, ne tient pas le

moindre compte de cette exigence. Avec Casca, Cinna, Cassius, il tue César puis il renvoie le peuple à lui-même, à sa liberté qui serait une liberté de fabriquer du lien spontanément, sans médiation, sans autorité symbolique. Il invente la formule du « *gouvernement du peuple par le peuple* » sans comprendre qu'elle implique l'articulation institutionnelle des différents modes de souveraineté.

C'est en rentrant chez lui, laissant la parole à un proche de César, Antoine, que Brutus déclenche la catastrophe. Il croit que la noblesse du libérateur est de laisser libre le peuple libéré alors qu'il l'abandonne à lui-même, devant la place laissée vide de la souveraineté. Politicien roué, Antoine occupe immédiatement cette place et en peu de phrases retourne le peuple contre les assassins. Alors que Brutus, sacrificateur étranger au sacré, parlait au peuple comme à un individu, et l'invitait à se libérer au nom de grandes et belles idées – la patrie romaine, la Liberté et la Justice –, Antoine s'adresse à la collectivité pour lui rappeler, devant le corps sanglant de César, les victoires du conquérant, les richesses qu'il a rapportées et finalement les bienfaits dont il comble, par testament, les Romains. C'est pendant cette pieuse évocation que le lien qui unissait le peuple à César se transfère sur Antoine, qui sait que la transmission du pouvoir doit s'opérer sur la scène, concrètement, du corps mort au corps vivant.

La fuite de Brutus et Cassius marque leur échec, dans lequel ils s'enferment en levant des troupes contre les triumvirs qui succèdent à César. Mais les séditeux ont perdu la bataille de la souveraineté et de la légitimité avant que la guerre civile ne soit déclenchée. La démarche mortifère des deux principaux conjurés ne pouvait se conclure que par leur suicide effectif au soir de la bataille de Philippes.

Brutus, c'est un peu Mélenchon – sans le poignard sous la toge. En 2017, le candidat de la France insoumise veut se faire élire président pour détruire la V^e République par le biais d'une assemblée constituante. Victorieux, il aurait donc pris la place du souverain pour la laisser en suspens, comme si le mouvement de l'histoire pouvait s'arrêter en attendant que les délégués du peuple aient délibéré... Daniel Sibony montre que Brutus et Cassius se comportent « comme s'il fallait arrêter le temps à l'instant fulgurant de la vérité absolue, celle où chaque membre du groupe clamerait sa liberté totale ». ■

BERTRAND RENOUVIN.

► Daniel Sibony, *Shakespeare, Questions d'amour et de pouvoir*, Odile Jacob, 2022. La présentation de ce livre se prolonge sur mon blog : bertrand.renouvin.fr.

Une série très *Commedia dell'arte*

Après *La main de Dieu* et *Suburra* (1) qui marquaient le réveil du cinéma transalpin, la série *Bang Bang Baby* témoigne de celui des comédies italiennes à la télévision.

Lorsque l'univers de Fellini rencontre celui de Scorsese, cela donne *Bang Bang Baby*, un condensé de ce que le cinéma italien a été capable de donner de plus mémorable. Alice, 16 ans, vit seule avec sa mère, ouvrière dans le textile, dans la grande banlieue de Milan. Elle est timide et mal dans sa peau. Au hasard d'une publication journalistique, elle apprend que son père n'est pas mort mais séjourne en prison. Elle décide alors de rencontrer cet homme qui lui manque tant, ce qui va l'entraîner dans un tourbillon où la mafia calabraise, la famille, la politique, l'argent, la prostitution, la violence et la religion vont s'entrechoquer. L'adolescente introvertie se métamorphose en une femme ingénieuse, belle et forte.

Car le cœur de cette série, c'est la quête de l'amour paternel : comment aimer et se faire aimer de quelqu'un qu'on ne connaît pas, mais dont l'amour est essentiel pour se construire et exister, quels que soient ses errements passés ? Cette quête est le fil conducteur de la série, dans les péripéties qu'Alice affronte pour reconstituer et sauver sa famille. Cette quête de sens et de valeurs, allégorie de nos vies, offre une puissance narrative rare. Entre les décors sordides de Milan et les beautés italiennes, les personnages sont peints dans toute l'exagération italienne avec des senti-



© PRIME VIDEO/AMAZON STUDIO

ments toujours montrés et vécus à l'extrême. Il n'y a pas de demi-mesure, pas de faux-semblants. Tous les personnages sont poussés au paroxysme de ce qui les définit : l'abandon, la différence, la vengeance, l'ambition, le pouvoir, et chacun se débat avec ce qu'il est ou ce qu'il veut devenir.

Les décors, les personnages, le scénario sont autant d'éléments qui rendent cette série délicieuse de drôleries. Les comédiens y offrent une prestation excellente : Ariana Becheroni, qui incarne Alice, s'inspire des grandes figures féminines du cinéma italien telle Sofia Loren. Elle est su-

blime dans une prestation parfaite, mélangeant candeur, détermination sans faille et force de caractère. Sa grand-mère, en « marraine » de la puissante 'Ndrangheta, à la fois protectrice et effrayante, est un régal. Sans oublier Antonio Gerardi en chef-scout, truand et homosexuel refoulé, qui cherche à venger la mort de son frère, plus par principe que par affection, et sosie improbable de George Michael.

Le burlesque, le baroque, le foisonnement des thèmes et du récit, la mise en scène stylisée et surtout l'absence de frontière entre l'onirique et le réel rappellent Fellini. Les combines

minables, les crimes d'honneur et les petits truands dans leur humour décalé et dangereux s'inspirent de Scorsese. Un vrai bon moment à passer à découvrir ce bijou. ■

OMAR GOUSMI.

(1). *Royaliste* n°s 1225 et 1235.

► *Bang Bang Baby*, série italienne d'Andrea Di Stefano (2022) avec Arianna Becheroni, Dora Romano, Adriano Giannini – Disponible sur Amazon Prime Vidéo.

Gastronomie

■ **Vaux-le-Vicomte remet le couvert.** En France, on aime manger. Boire, aussi. Et de préférence accompagné. Les Français sont d'ailleurs les champions du monde du temps passé à table : un peu plus de deux heures par jour. Le repas des Français n'a pas pour seul objectif de les sustenter, il est un temps d'échange, de partage, de convivialité. La patrie de Rabelais a d'ailleurs vu le « *repas gastronomique des Français* » classé au patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Unesco. Et, comme l'a présenté la Cité des sciences et de l'industrie avec sa récente exposition *Banquet*, le repas convoque nos cinq sens. Ainsi, en France, un repas peut très vite devenir une fête.

Cependant, un célèbre dîner a viré au cauchemar, le soir du 17 août 1661 au château de Vaux-le-Vicomte. L'ambigu – souper-collation où tous les mets, chauds, froids, sucrés, salés, sont disposés en même temps –, préparé par le maître d'hôtel du château, François Vatel, pour le maître des lieux, le surintendant des Finances, Nicolas Fouquet, en l'honneur du roi Louis XIV, va fortement déplaire au souverain du fait de sa démesure.

Avec l'exposition *Vatel, dans les coulisses de la fête*, au château de Vaux-le-Vicomte, ce repas gargantuesque a été reconstitué et offre une immersion dans cette ambiance très XVII^e siècle. Vatel y est campé par un comédien qui explique au visiteur les préparatifs de la fête. L'histoire comme si vous y étiez.

M. B.

Séries

■ **Une série qui fait froid dans le dos.** Dix épisodes d'une heure chacun. C'est ce que compte *Dos au mur*, une série créée entre 2015 et 2019 par Jeppe Gjervig Gram, le coscénariste de *Borgen*. Elle vient d'obtenir trois *Danish Robert Awards* – l'équivalent des César en France. Si vous avez dix heures devant vous, gardez-les pour cette immersion palpitante dans les circuits euro-méditerranéens de la drogue. Cette série est inspirée des *Swiss Leaks* de 2015 (un scandale causé par la HSBC, condamnée pour avoir ripoilé les revenus des cartels de la drogue),

oscillant « *entre fausses factures et vrais tueurs* ». Son intrigue a été rattrapée récemment par l'actualité : le blanchiment d'argent impliquant des banques danoises, des fusillades entre gangs en plein Copenhague... On est happé par ses « héros » : un flic insomniaque carburant aux somnifères et aux amphétamines, une banquière passée du côté obscur de la finance faute de reconnaissance au travail et dans sa vie personnelle, un étudiant taiseux mettant au profit de l'économie « parallèle » ses connaissances en matière de commerce international et de gestion.

Ni entièrement bons ni entièrement mauvais, ils permettent une approche subtile des phénomènes.

Et c'est ainsi sans doute que le téléspectateur peut approcher de près des processus autrement plus complexes que ce qu'en disent les « pseudo-experts » de la grande délinquance ou du crime organisé qui ont leur rond de serviette sur certaines chaînes d'actualité. S. B.



► *Dos au mur*, disponible en replay sur le site d'Arte jusqu'au 27 novembre 2022.

► *Vatel, dans les coulisses de la fête*, jusqu'au 6 novembre, château de Vaux-le-Vicomte.

Le règne de Charles III

Bien malin qui peut dire ce que sera le règne de Charles III. Les dix premiers jours permettent cependant d'anticiper ce qu'il ne sera pas, ni celui du prince de Galles ni celui de sa mère, et de repérer ce ou ceux qui pourrai(en)t l'empêcher d'être ce qu'il doit être.

Le roi, disait-on en vieux français, n'hérite pas du dauphin. Dès sa première déclaration, le 9 septembre, Charles a précisé qu'il ne pourrait plus se consacrer aux quelque 400 ONG et aux fondations qu'il a créées ni aux thèmes qui lui tiennent à cœur. De ceux-ci on connaît son engagement pour la nature, pour le respect de toutes les croyances, pour la promotion de la diversité. Le travail du roi n'est pas de défendre des idées mais de régler l'ordonnancement des pouvoirs.

« La reine est morte, vive le roi ! ». Avons-nous assisté aux obsèques d'une reine ou à celles d'une ère ? Les anonymes de la foule qui se pressait, les dignitaires qui avaient revêtu leurs tenues d'apparat, pleuraient-ils Elisabeth ou ne pleuraient-ils pas plus sur eux-mêmes, sur l'histoire, la grandeur, l'empire ? L'Angleterre est nue comme la voulait le général de Gaulle en 1962. Les soixante-dix ans de règne avaient jeté un manteau sur sa nudité. Ils ont retardé artificiellement l'échéance au-delà de toute attente. Charles se retrouve face à une tout autre histoire.

Le roi au cœur. Pendant dix jours, Charles fut au centre. Tous les autres acteurs étaient relégués au second plan, à commencer par la Première ministre Liz Truss, nommée la veille par la reine mourante, à l'opposé du poids du Premier ministre à l'avènement d'une jeune reine de 25 ans, le vétéran Winston Churchill. Ministres, parlementaires, collatéraux, dirigeants du Commonwealth et du reste du monde étaient perdus dans un océan de figurants. Certes, le cercueil de la reine était le focus de tous les regards, mais les yeux ouverts ne voyaient que le roi. Charles eut l'immense mérite de faire en sorte que ce centre soit un cœur, par la compassion à l'égard de sa « chère mère » mais aussi de tous les anonymes qui lui rendaient hommage. Sa popularité jusqu'alors caduque a doublé en quelques jours.

« Gardez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge ». Le règne de Charles III sera défini par tous ceux-là que la succession aura un temps éclipés. D'abord, la famille. Pour plusieurs raisons, aussi impérieuses les unes que les autres, Charles doit recentrer la royauté sur la ligne de succession. Le premier souci est d'éviter la *peopolisation* qui lui fut si néfaste ; le second, de donner l'exemple de l'austérité dans la gestion de la Maison royale communément appelée « *The Firm* » (la Com-



Le prince Charles en 2011. « Les princes font, le roi est ». (« The princes do, the king is ».)

pagnie), ses finances, ses propriétés, terres et châteaux, en restreignant les bénéfices à ses seuls héritiers directs. Déjà pas mal d'ennemis en perspective.

Ensuite, « l'establishment », parfois appelé ailleurs l'*État profond*, les gardiens de la Tradition, qu'affectera toute réduction du protocole au profit de l'utilité, d'une sensibilité aux problèmes sociaux, d'une visibilité accrue, quotidienne, la transparence qu'a voulue Charles à chaque fonction durant cette décade prodigieuse. Bref, un retour à la monarchie véritable, sa sortie de l'instrumentalisation permanente le plus souvent par les gouvernements conservateurs ou des forces conservatrices dont la nouvelle Première ministre se réclame ouvertement.

En fait de conservatisme, on sait qu'il s'agit d'un ultra-libéralisme, dissimulé dans les plis du drapeau et les ors du palais. Charles n'a pas besoin d'émettre des idées ou des vœux pieux. Il lui suffit de paraître. En ce temps de communication, il aura toujours un temps d'avance comme on l'a vu ces dix derniers jours. Apolitique, il n'a pas à s'aligner sur l'un ou l'autre parti, selon la majorité du moment. L'opposition, quelle qu'elle soit, est l'opposition DE Sa Majesté et non l'opposition À Sa Majesté. Liz Truss est menacée par l'opposition travailliste aux prochaines élections. Le roi non. Nécessairement, ne

serait-ce que par sa position vulnérable, la Première ministre sera toujours envieuse d'un « roi patriote » (populaire).

L'Angleterre nue. Enfin, le monde, ou plutôt les tenants du « *Global Britain* ». Brexit ou non, l'unité du Royaume et le rôle de Londres dans le monde sont remis en cause depuis des décennies. Le Brexit n'a pas été actionné par des électeurs qui rêvaient de ressusciter l'Empire mais fut le symptôme d'un repli sur soi. Le soi n'étant pas « les îles britanniques », mais l'Angleterre *per se*. La monarchie, disait le *tory* Enoch Powell (1912-1998), est anglaise et doit nous revenir. Charles III s'est rendu immédiatement dans chacune des trois nations, Écosse, Irlande du Nord, Pays de Galles. En se faisant ainsi reconnaître par des partis différents de ceux de Londres, le SNP indépendantiste, le Sinn Féin républicain irlandais, le parti travailliste gallois, Il a rendu manifeste la différence. L'union personnelle, qui dans le cas de l'Écosse avait précédé de plusieurs décennies l'union réelle de l'acte d'Union de 1707, n'est pas compromise. L'idée rampante d'un parlement anglais devrait continuer à prospérer.

Ce qui est vrai des nations composant le Royaume l'est encore plus des quatorze États où Charles est supposé régner. La plupart des huit États des Caraïbes ont entamé des procédures de réforme constitutionnelle, l'Australie devrait le faire vers 2025, la Nouvelle-Zélande et les États du Pacifique suivront. Le Canada devrait seul rester dans l'union personnelle. Justin Trudeau, très ému, a refusé de tenir un référendum qui ne serait qu'un piège, la Constitution exigeant l'accord non seulement de la majorité de la population mais aussi de chacune des dix provinces, ce qui, compte tenu du statut spécial du Québec, est suicidaire. Le roi est encore la dernière frontière avec le puissant voisin du sud.

Chef du Commonwealth, le roi Charles ne l'est plus par droit de succession, mais en vertu d'une décision collective de 2018. Son fils William aurait déjà annoncé y renoncer. Demain, le Commonwealth n'aura qu'une présidence tournante.

Charles sait que le temps lui est compté. À près de 74 ans, il aura soin d'associer le plus étroitement possible William et bientôt George, la vraie modernité du Royaume. À Jean XXIII, « pape de transition », il ne fallut que quatre ans pour mettre en marche la réforme de l'Église. Charles n'aura pas besoin d'un concile. Il lui suffit d'être. ■

DOMINIQUE DECHERE.

Brèves royales

■ **8 septembre – Château de Balmoral.** – Décès, dans l'après-midi, de la reine Élisabeth II.

■ **9 septembre – Londres.** – Palais de Buckingham - Allocution télévisée du roi Charles III.

■ **10 septembre – Londres – Palais St-James.** – Conseil d'accession au trône et proclamation par les hérauts d'armes à la Cité de Londres et dans chaque capitale du Royaume-Uni.

■ **11 septembre – Edimbourg – Château de Holyrood.** – Arrivée du cercueil de la reine.

■ **12 septembre – Londres – Westminster Hall.** – Condoléances au roi, de la Chambre des Lords et de celle des Communes.

■ **Edimbourg – Cathédrale St-Gilles.** – Service funèbre en présence des quatre enfants de la reine. Lectures par la *First minister* écossaise, Nicole Sturgeon, et la Première ministre britannique Liz Truss. Veillée publique pendant 24 heures. Condoléances au roi, du parlement des *Scots*.

■ **13 septembre – Belfast – Château de Hillsborough.** – Condoléances au roi par le *speaker* du Stormont (parlement local), Alex Mackey, membre du parti républicain irlandais (Sinn Féin) qui lira aussi une lecture au service funèbre qui suit à la cathédrale Ste-Anne en présence du président et du Premier ministre de la République d'Irlande (Eire).

■ **14 septembre – Londres.** – Procession conduite par le roi et sa famille derrière le cercueil de la reine, du palais de Buckingham à Westminster Hall. Début de la veillée publique pendant cinq jours.

■ **16 septembre – Cardiff – Cathédrale de Llandaff.** – Service funèbre avec lecture en gallois par le *First minister* Mark Drakeford, suivi des condoléances au roi du parlement local (Senedd Cymru) à majorité travailliste.

■ **18 septembre – Londres – Palais de Buckingham.** – Réception par le roi de quelque 2 000 dignitaires invités du Royaume-Uni, du Commonwealth et du monde entier (sauf Russie, Biélorussie, Venezuela, Syrie, Afghanistan et Myanmar).

■ **19 septembre – Londres – Abbaye de Westminster.** – Funérailles d'État de la reine. Lectures par la secrétaire-générale du Commonwealth, Patricia Scotland, et la Première ministre Liz Truss.

■ **Château de Windsor.** – Inhumation dans la chapelle St-George aux côtés de son mari, Philip d'Édimbourg, et de ses parents.

MARIE-JO YORK.



Jean-Jacques Boisserolle.

Nous déplorons, une fois de plus, la disparition brutale d'un dirigeant de la Nouvelle Action royaliste. Membre du Comité directeur de la NAR depuis 1992, Jean-Jacques Boisserolle a été emporté par une hémorragie cérébrale le 16 septembre dernier.

Engagé très jeune en politique, Jean-Jacques avait joué un rôle moteur dans la scission de 1971. Il s'était ensuite mobilisé avec une inaltérable bonne humeur dans nos campagnes nationales et avait siégé comme membre de section au Conseil économique et social.

Inséré dans la vie associative, Jean-Jacques avait efficacement contribué à aider les jeunes et à apaiser les tensions, parfois violentes, du quartier de L'Ousse-des-Bois. Adhérent au syndicat CFTC de la Cnaf de Pau, il entra au bureau de l'Union départementale CFTC des Pyrénées-Atlantiques, puis au bureau de l'Union régionale d'Aquitaine et fut nommé au Conseil économique et social régional d'Aquitaine. Depuis 2022, il était président de l'Union nationale des associations de retraités CFTC.

Que la famille de Jean-Jacques sache que nous n'oublierons jamais cet ami chaleureux et ce camarade exemplaire.

BERTRAND RENOUVIN, YVAN AUMONT,
NICOLAS PALUMBO.

Communiqué

Communiqué de la NAR du 22 septembre 2022.

■ **Détournement de fonds.** Alors que le rapport annuel du Conseil d'orientation des retraites, rendu public le 20 septembre, prévoit un excédent de 3,2 milliards du système de retraites en 2022 (après deux autres années fastes en 2020 et 2021), le président de la République persiste dans sa « volonté d'accélérer » la réforme. Son véritable objectif serait de profiter de ces excédents pour financer la transition écologique, la santé et l'Éducation nationale.

Si tel était le cas, il s'agirait d'un vol manifeste et d'un détournement de fonds. Les cotisations sociales correspondent à la part du revenu du travail des salariés, qu'ils acceptent d'accepter de verser dans un tronc commun pour se prémunir contre les risques de la vie (vieillesse, maladie, famille, accidents du travail) et non pour financer les déficits publics ou la politique de l'emploi.

Pour la Nouvelle Action royaliste, il est urgent de rompre avec l'improvisation et les politiques de court terme. Une réforme de l'ensemble de notre protection sociale s'impose. Des pistes existent : refonte des branches actuelles de la Sécurité sociale, création de nouvelles branches pour assurer les Français contre de nouveaux risques, comme la dépendance ou le risque écologique, et modification de leur financement qui pourrait aussi reposer sur d'autres sources de revenu que le travail. ■

Mercredis de la NAR

Nos réunions du mercredi reprendront le 5 octobre 2022 à notre siège parisien, 36-38 rue Sibuet, Paris 12^e (métro Picpus ou Bel-Air sur la ligne 6). La réunion commence à 20 heures précises ; la participation aux frais est de 2 euros. Un repas est servi sur place à 22 heures (8 euros).

Elles seront également retransmises en vidéoconférences à l'attention de nos amis qui ne résident pas en Île-de-France ou qui préfèrent suivre les réunions à distance. Pour cela, il leur suffit d'adresser un mail à : le-journal@nouvelle-action-royaliste.fr. Ils recevront, chaque semaine, une invitation par voie électronique avec un lien de connexion qui leur permettra de suivre la conférence en direct et de poser leurs questions par écrit à notre invité. Le programme des conférences est le suivant :

Mercredi 5 octobre
Gabriel Martinez-Gros :
La traîne des empires.

Mercredi 12 octobre
Taline Ter Minassian :
Mikhail Gorbatchev.

Mercredi 19 octobre
Stéphane Rozès :
L'imaginaire français à l'épreuve du néolibéralisme

Mercredi 26 octobre et mercredi 2
Vacances scolaires de la Toussaint
(pas de réunion).

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.
CPPAP n° 0324 D 84801 jusqu'au 31/03/24.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (20 €) ☐ SIX MOIS (30 €) ☐ UN AN (50 €) ☐ UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (40 €) ☐ UN AN SOUTIEN (50 €)

☐ Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6/01/1978 modifiée et au RGPD du 27/04/2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

D.R.



Par Bertrand Renouvin

Sacrifier les sacrifiés

En annonçant le 24 août « la fin de l'abondance », des « évidences » et de « l'insouciance », Emmanuel Macron a enfoncé des portes ouvertes avec la compétence qu'on lui connaît. Il a aussi repris sans le savoir le discours que tenait la classe dirigeante en 1974, après le premier choc pétrolier. À cette époque, le gouvernement demandait aux Français de réduire leur consommation d'électricité et deux personnalités connues expliquaient que « les vaches maigres » (1) permettraient de changer en profondeur la société. Diffusé par la radio et la télévision, l'esprit de sacrifice flottait dans l'air du temps, assorti de toutes sortes de bonnes résolutions. L'alerte passée, on s'éclaira et on se chauffa comme avant et l'automobile conserva son prestige, source d'innombrables dégâts.

La crise multiforme qui se développe en ce moment inspire au gouvernement et aux médias le même discours sacrificiel. Mais la communication officielle se diffuse dans un contexte très différent. En 1974-1975, les orientations du gouvernement et l'organisation de l'économie maintenaient les classes moyennes et populaires dans l'espoir de progrès significatifs ; les éléments les plus novateurs pouvaient envisager des transformations profondes à partir de la planification, de la Sécurité sociale, des entreprises nationales, dans une nation pleinement souveraine. Les ambitions novatrices que formulaient divers courants ont été abandonnées lors du tournant néolibéral de 1983 qui a permis la revanche du capitalisme rentier. Dès lors, le discours sur l'esprit de jouissance et l'esprit de sacrifice, qui était exaspérant en 1975 lorsqu'il était assené depuis des positions sociales très confortables, est devenu littéralement insupportable.

L'élite du pouvoir, des affaires et des médias ne peut pas prétendre à l'exemplarité. C'est elle qui vit dans l'abondance, qui cultive l'évidence de la zone euro et qui a vécu dans l'insouciance que procure le pilotage de l'économie et de la société françaises par les organes de l'Union européenne. C'est cette élite qui n'a pas anticipé la pandémie et qui continue d'entériner, avec les rodomontades d'usage, la dégradation de notre système de santé. C'est elle qui a accepté les aberrations du prétendu « marché européen de l'électricité ». C'est elle qui se complait dans la corruption...

Emmanuel Macron et la macronie incitent aujourd'hui aux restrictions quotidiennes, mais les chaînes de télévision et les groupes capitalistes qui les possèdent nous poussent, par le biais du matraquage publicitaire, à acheter de grosses voitures et toutes sortes de machines consommatrices d'électricité. Il

faudrait, somme toute, continuer à acheter des grille-pain mais ne pas les utiliser. Cette injonction contradictoire s'adresse à ceux qui ont encore les moyens de s'offrir des voitures et des gadgets électroniques, mais il y a plus grave encore que cette inconséquence. Ce qui est intolérable, c'est qu'on va une nouvelle fois sacrifier ceux qui sont sacrifiés depuis bientôt quarante ans. En 1974-1975, le discours sacrificiel s'adressait à une société relativement prospère. Il vise aujourd'hui des classes moyennes et populaires qui subissent depuis quatre décennies les mesures austéritaires et toutes les violences que le néolibéralisme a déchaînées.

Il y a dans notre pays 530 000 personnes en situation de mort sociale, et on recensait en 2019 dix millions de pauvres. Dans de nombreux foyers, il y a longtemps qu'on ne se sert plus du four électrique et qu'on réduit le chauffage au minimum. Ces ménages ne pourront pas supporter l'augmentation de 15 % du gaz et de l'électricité que le gouvernement annonce pour janvier. Censé faire baisser la consommation, le « signal-prix » pourrait être un signal de révolte. Cette révolte devrait être d'autant plus violente que l'élite du pouvoir, des affaires et des médias ne sacrifiera pas ses avions privés, ses croisières luxueuses et tout un train de vie d'autant plus agréable qu'il est assuré par l'État ou par des sociétés privées au titre des frais généraux. La sécession de l'élite, outrageante en temps normal, va devenir intolérable : nous payons pour leurs petites jouissances et ils nous font payer le prix de leurs erreurs et de leurs fautes.

Faute de disposer des moyens de l'indépendance, l'oligarchie soumise aux décisions de la Banque centrale européenne et aux injonctions bruxelloises se réfugie dans une politique du semblant. Semblant de planification par multiplication de comités. Semblant de dialogue annoncé sur les retraites. Semblant de politique souveraine...

La « gouvernance » essaie de gagner du temps, ou de l'acheter en distribuant des aumônes sous forme de « chèques ». Promettant des centrales nucléaires et des éoliennes tout en préparant de nouvelles mesures austéritaires, elle n'envisage pas une seconde la réorientation et la réorganisation complète de nos modes de production et de consommation. Dépouillée de volonté autant que de moyens puisqu'elle s'ingénie à détruire l'État, elle compte, à tort, sur notre cécité et notre accablement. ■

(1) Cf. Michel Albert et Jean Ferniot, *Les Vaches maigres*, Gallimard, 1975.

Sommaire

Page 2 – La nécessaire revanche du social – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Boomerang et cocotier. – La politique au crible.

Page 4 – Un hiver électriquement tendu. – La quinzaine sociale.

Page 5 – Une urgence : sauver l'élevage français.

Page 6 – Suède : une élection ambiguë – Voix étrangères. – Les faits majeurs.

Page 7 – L'impensé syrien.

Pages 8-9 – Une nouvelle grammaire internationale.

Page 10 – Faut-il se convertir à la voiture électrique ? – Dans les revues.

Page 11 – Les trente glorieuses de Pierre Nora.

Page 12 – Penser le politique avec Shakespeare.

Page 13 – Séries télévisées : *Bang Bang Baby* et *Dos au mur*. – Gastronomie : Vatel à Vaux-le-Vicomte.

Page 14 – Le règne de Charles III.

Page 15 – Brèves royales. – Communiqué de la NAR. – Jean-Jacques Boisserolle.

Page 16 – Éditorial : Sacrifier les sacrifiés.